

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

D'une génération de jeunes Québécois à l'autre (partie I)

Les facteurs et les conditions du moment ont-ils été plus favorables à l'une d'entre-elles?

La jeunesse constitue une strate importante de la population tant pour les étapes de vie qu'elle traverse (fin des études, formation de ménages, entrée sur le marché du travail) que par l'influence que ses actions, ses choix et ses modes de vie exercent sur l'économie, la culture, l'environnement et la politique. En retour, les perspectives de vie qui s'offrent à la jeunesse sont aussi grandement déterminées par l'économie et par la société dans lesquelles elle doit s'insérer.

Au cours des 50 dernières années, différentes générations de Québécois sont arrivées à l'âge adulte et sont entrées sur le marché du travail dans des contextes économiques et sociaux sensiblement différents. Les cycles économiques, la démographie, la technologie et les politiques publiques ont pu être favorables ou défavorables au moment où ces jeunes arrivaient à maturité.

Au total, il est impossible de déterminer si l'une ou l'autre de ces générations de jeunes a eu un sort plus avantageux que les autres. La génération qui arrivera à l'âge adulte dans les années 2020 ne fait pas exception. De grands défis l'attendent, mais elle a aussi des atouts que n'avaient pas les générations qui l'ont précédée.

Introduction

L'accession à l'âge adulte est une étape importante dans la vie de tous les individus. Cette étape représente des enjeux, des défis, des difficultés et des espoirs qui sont différents d'une époque à l'autre, notamment parce que, avec le temps, les valeurs, les techniques, les connaissances et les moyens matériels et financiers changent. Par ailleurs, certaines périodes sont marquées par des circonstances particulières, positives ou négatives, qui affectent de façon importante les perspectives qui s'ouvrent aux jeunes adultes : les hauts et les bas de l'économie, des déséquilibres démographiques, des conflits majeurs, des changements technologiques ou, comme c'est le cas présentement, les perturbations majeures posées par une pandémie ou par des événements climatiques de plus en plus intenses.

On établit souvent des comparaisons entre la situation des jeunes et celle des groupes plus âgés et certains observateurs concluent à des iniquités intergénérationnelles. Ces analyses comportent souvent d'importantes limitations. D'une part, il n'est pas surprenant que la situation matérielle et les conditions de vie soient différentes d'un groupe d'âge à un autre étant donné

que les plus âgés ont eu davantage de temps pour s'établir, progresser dans les échelles de revenus et acquérir des actifs. D'autre part, on peut se demander qui peut déterminer avec précision quels seront le niveau et la qualité de vie des différentes générations dans 10, 20 ou 30 ans.

La présente étude vise plutôt à examiner dans quelle mesure la situation de la jeunesse québécoise actuelle et les perspectives qui s'ouvrent à elle sont semblables ou différentes de celles des générations précédentes au moment où elles arrivaient à l'âge adulte.

Les interrelations entre les jeunes et la société

La jeunesse est une période de la vie caractérisée par la fin des études, puis par l'entrée dans le monde du travail, la formation d'un ménage (seul ou en couple) et, pour plusieurs, le choix de fonder une famille.

La plupart des études et des enquêtes sur la jeunesse font commencer celle-ci à l'âge de 15 ans, mais elles varient grandement quant au moment où l'on passe de la condition de jeune adulte à celle d'adulte dans la force de l'âge. Ce seuil peut

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Joëlle Noreau, économiste principale

Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2021, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

être fixé à 25, 30 ou même 35 ans selon les données disponibles et selon les sujets à l'étude.

Cette flexibilité des bornes supérieures de la jeunesse est d'autant plus justifiable que les gestes de passage à l'étape ultérieure de la vie ont pu se déplacer à un âge plus précoce ou plus tardif selon le geste en cause. Ainsi, la généralisation progressive de l'emploi étudiant a fait que les jeunes de moins de 20 ans sont maintenant beaucoup plus présents au sein de la main-d'œuvre active que ce n'était le cas il y a 30 ou 50 ans. À l'inverse, l'allongement des études a pour conséquence qu'une portion croissante des jeunes ne peuvent occuper un emploi permanent et quitter le domicile de leurs parents avant d'avoir dépassé 25 ans.

Par ailleurs, des gestes comme l'acquisition d'une maison demandent habituellement d'avoir travaillé pendant quelques années afin d'acquérir une certaine capacité financière. Pour cette raison, on peut considérer comme étant de jeunes propriétaires ceux qui ont moins de 35 ans. Enfin, l'allongement de l'espérance de vie joue aussi en faveur d'un décalage vers le haut des différentes tranches d'âge. Depuis déjà quelques décennies, on ne quitte plus la jeunesse à 25 ans et l'on ne devient pas vieux à 65 ans. Les âges de la vie se sont déplacés.

Peu importe les bornes qui le définissent, le groupe des jeunes revêt une grande importance dans l'évolution de l'économie et de l'ensemble de la société du fait qu'il représente une part importante de la population active. De plus, il apporte avec lui de nouvelles sensibilités, de nouvelles idées et de nouvelles façons de voir le monde et de faire les choses. Il est donc un instrument majeur à la fois de perpétuation et de renouvellement des sociétés.

L'influence de la jeunesse sur la société se fait sentir notamment par l'effet du nombre, soit par son importance dans la pyramide des âges. Ce phénomène a été mis en lumière après la Seconde Guerre mondiale par l'explosion des naissances – le baby-boom – qui a duré deux décennies et par la chute rapide de la natalité – la *baby bust* – qui a suivi. Ce déséquilibre dans la pyramide des âges a fait que le ratio de dépendance¹ a varié d'un extrême à l'autre entre les années 1950 et aujourd'hui.

Ainsi, le Québec est passé d'un ratio de 86,9 dépendants pour 100 personnes de 20 à 64 ans en 1971 à un creux de 57,5 en 2005². Cela lui a permis de profiter de ce que les analystes qualifient de dividende démographique, soit le fait que l'économie profite d'une surreprésentation de la population active dans la pyramide des âges, ce qui augmente la productivité

de la population prise dans son ensemble. Ce gain n'est cependant que temporaire puisque, progressivement, le recul des naissances se fait sentir dans la population active. De fait, le ratio de dépendance démographique est reparti à la hausse au Québec depuis le creux des années 2000 et il pourrait atteindre 80,4 en 2027 et 84,1 en 2037³, soit un niveau comparable à celui des années 1970. Toutefois, une différence majeure s'impose : le plus fort contingent des dépendants sera formé de personnes âgées plutôt que d'enfants.

En plus de ces effets démographiques marqués, le plus ou moins grand nombre de jeunes à une époque a des effets directs sur la nature des biens et des services qui sont le plus consommés, de même que sur l'offre et la demande d'épargne. Les effets de la démographie sur le prix des maisons sont très nets⁴. De même, les fluctuations démographiques à la hausse ou à la baisse influencent le marché du travail dans la mesure où plus (ou moins) de consommateurs achètent plus (ou moins) de biens et services et, en conséquence, plus (ou moins) d'offres d'emploi visent à satisfaire cette nouvelle demande. Pour les gouvernements, il faudra, selon les époques, construire des écoles et des installations sportives ou des hôpitaux et des centres de soins de longue durée. Des effets générationnels sont également manifestes dans la culture, les valeurs et les modes.

Pour l'économiste et démographe David K. Foot, les phénomènes démographiques ont une grande valeur prédictive et ils peuvent expliquer jusqu'à deux tiers de ce qui arrive à moyen et à long terme sur les marchés de tous les produits et services⁵. [Peter F. Drucker](#), un des spécialistes de la gestion les plus réputés dans la seconde moitié du XX^e siècle, était lui aussi convaincu que la démographie est l'un des meilleurs indicateurs pour prévoir l'évolution à moyen et à long terme de l'économie.

Fait à noter, les relations entre la jeunesse et la société jouent dans les deux sens. En effet, selon les conditions économiques et politiques qui existent à un moment donné, les perspectives d'avenir qui s'offrent aux jeunes adultes seront plus ou moins prometteuses. En conséquence, ceux-ci auront plus ou moins de facilité à trouver un emploi correspondant à leurs aspirations et à profiter d'un niveau et d'une qualité de vie répondant à leurs attentes.

C'est pour refléter ces interrelations entre la jeunesse et l'époque où les jeunes sont nés et ont grandi que les sciences sociales, les agences de marketing et les médias ont pris l'habitude d'identifier les générations successives par une étiquette censée représenter ce qui les caractérise et les différencie les unes des autres. Cette notion de génération désigne un groupe de

¹ Le rapport entre le nombre de personnes actives sur le marché du travail et le nombre de personnes inactives, soit notamment les enfants et les personnes retraitées.

² Données et projections de l'ISQ publiées dans Finances Québec, [Le contexte démographique du Québec : Horizon 2025](#), décembre 2009, p. 18.

³ Projections publiées par [CIRANO](#).

⁴ Francis VAILLES, « [Votre future maison, les jeunes](#) », *La Presse+*, 8 mars 2018.

⁵ David K. FOOT, [Entre le Boom et l'Écho](#), Montréal, Les Éditions du Boréal, 1996, 312 p.

personnes qui sont, en gros, dans la même tranche d'âge et qui, pour cette raison, sont nées et ont grandi au cours des mêmes événements politiques, économiques et culturels.

Les distinctions entre ces générations sociodémographiques sont arbitraires, notamment quant à leurs dates de début et de fin, et à leur appellation, mais un grand nombre de publications considèrent qu'on peut distinguer quatre groupes générationnels depuis la fin du dernier conflit mondial. Le découpage suivant est retenu dans la présente étude pour les dernières générations sociodémographiques au Québec :

- a) Les baby-boomers (nés entre 1946 et 1965)
- b) Les X (1966-1980)
- c) Les millénariaux⁶ (1981-1995)
- d) Les Z (nés après 1995)

Il est à noter que ce découpage repose en partie sur des phénomènes aléatoires, tels que le cycle des naissances ou celui de l'économie : il ne propose pas une durée uniforme des générations. Cette durée varie de 15 années pour les générations des X et des millénariaux à 25 ans (à ce jour) pour celle des Z.

Aux fins de la présente étude, ce n'est pas l'année du début du groupe générationnel qui importe, mais celle où ses premiers représentants sont arrivés à l'âge adulte, soit une vingtaine d'années plus tard. C'est d'ailleurs parce qu'elle est arrivée à maturité au tournant du millénaire que la génération suivant celle des X a été qualifiée de millénariaux après avoir pendant un certain temps été appelée la génération Y.

Afin de tenir compte des années pour lesquelles les recensements fédéraux ont produit des données socioéconomiques sur les différents groupes démographiques, la présente étude privilégie les données publiées pour quatre années-repère, soit 1971, 1986, 2001 et 2016, chacune de ces années étant représentative de la situation existant au moment où les quatre générations retenues commençaient à arriver à l'âge adulte. Dans les cas où des données n'avaient pas été produites pour une année-repère, celles disponibles pour les années les plus rapprochées ont été retenues.

La pandémie de COVID-19 n'est pas reflétée dans les données puisqu'au moment où l'étude a été réalisée, celles de 2020 n'étaient pas encore publiées. En revanche, les effets de la pandémie sur les perspectives de la génération Z sont abordés sur la base des scénarios possibles pour la prochaine décennie.

Les temps changent

Bien que seulement une quinzaine d'années séparent les années-repère les unes des autres, cette période de temps a été

suffisante pour que les jeunes y soient arrivés à l'âge adulte dans un environnement économique, politique, social et culturel qui avait passablement changé durant l'intervalle.

Il est possible de décrire sommairement ces changements d'une période générationnelle à l'autre en référant à ce qu'on pourrait qualifier de « l'air du temps » ainsi qu'à l'évolution démographique et aux transformations de l'économie.

► L'air du temps

L'air du temps désigne l'atmosphère d'une époque telle qu'elle peut se dégager des modes et des événements économiques, politiques, culturels et sociaux. Cet air du temps imprègne les valeurs et conditionne les façons de voir le présent et d'envisager l'avenir. Ainsi, chacune des années-repère baigne dans une atmosphère particulière. Voici une brève énumération d'événements marquants :

- 1971

Le début des années 1970 est marqué par l'arrivée massive dans le monde de l'éducation et de celui du travail des jeunes issus du baby-boom. Cette cohorte représente alors 41 % de la population québécoise (annexe 1 à la page 12).

La mise sur pied de l'État-providence entraîne l'augmentation rapide du nombre de postes dans le secteur public. Le gouvernement fédéral lance divers programmes visant à offrir des emplois temporaires aux jeunes.

L'économie est affectée par la forte hausse du prix du pétrole déclenchée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La publication à la même époque du rapport du Club de Rome crée une onde de choc à l'échelle mondiale en sensibilisant les populations aux limites du modèle économique basé sur la croissance.

Le climat international est marqué par la menace nucléaire de la guerre froide, le conflit vietnamien qui se prolonge, deux guerres successives mettant aux prises Israël et les pays arabes, le renversement du gouvernement Allende au Chili, les conflits sécessionnistes du Bangladesh et du Biafra, etc.

À l'échelle du Québec, les relations de travail sont très tendues. Les grèves sont fréquentes, dont celle du Front commun intersyndical qui paralyse les services publics au Québec (1972).

Malgré ces tensions et ces menaces, les baby-boomers sont dans l'ensemble optimistes puisqu'ils ont grandi durant la prospérité de l'après-guerre et que, dans le cas du Québec, ils ont profité de la mise en place d'infrastructures et de services publics nouveaux ou améliorés, de la tenue de l'Exposition universelle de 1967 et des Jeux olympiques en 1976 à Montréal ainsi que du lancement de grands projets de développement hydroélectriques.

⁶ Bien que le terme « millénariaux » soit très répandu, l'Office de la langue française juge que « millénariaux » correspond mieux aux règles de formation des mots en français.

Les mœurs changent. La baisse de l'influence de la religion, la mise au point de la pilule anticonceptionnelle, la légalisation du divorce, les revendications féministes, entre autres facteurs, font que les perceptions se modifient à l'égard de la sexualité, du mariage, de la famille et du statut des femmes.

Les baby-boomers croient possible de changer le monde et la société. Mai 1968 et la contestation des campus américains ont des échos au Québec alors que les manifestations et les grèves étudiantes se succèdent. Le tout se fait généralement dans la bonne humeur. C'est l'époque du *Flower Power*, des communes, d'une vogue croissante des substances psychotropes.

Cette génération ne craint guère pour sa santé. La poliomyélite a été vaincue par le vaccin Salk et les gripes asiatiques (1957) et de Hong Kong (1968) n'ont suscité aucun traumatisme majeur. Des transplantations cardiaques sont devenues possibles. La médecine semble en mesure de vaincre les principales maladies.

- 1986

Au milieu des années 1980, les premiers représentants de la génération X arrivent à l'âge adulte alors que l'économie se remet difficilement de la stagflation des années 1970 et de la grave récession de 1981-1982. Les X représentent alors 20,9 % de la population québécoise, soit une proportion de moitié moindre que celle des baby-boomers 15 années plus tôt (annexe 1 à la page 12). Cette différence s'explique par la chute du nombre des naissances après 1960 et par le fait que la génération X est définie comme étant d'une durée de 15 années plutôt que de 20 années comme c'est le cas pour celle des baby-boomers.

L'endettement des gouvernements et l'idéologie néolibérale ont mis fin à l'expansion de l'État-providence. L'ère est plutôt aux compressions budgétaires, aux privatisations et à la déréglementation. Le taux élevé de divorce et l'apparition du sida ont montré les limites des rêves de libération des mœurs de la génération précédente. Les milieux politiques et culturels québécois vivent la désillusion de l'échec référendaire de 1980. La mode est au coconnage, au repli dans la sphère privée.

La guerre froide apparaît de moins en moins menaçante : le président Gorbatchev amorce une certaine libéralisation de l'Union soviétique. À la fin de la décennie, on voit tomber le mur de Berlin, l'instauration d'élections dans certains pays du bloc de l'Est et l'éclatement de la dictature en Roumanie, pour ne citer que quelques exemples des bouleversements observés durant cette période. En revanche, les préoccupations en matière environnementale deviennent de plus en plus fortes alors que les pluies acides ravagent les forêts, les lacs, qu'un trou dans la couche d'ozone

fragilise la santé de la population et que les accidents de Three Mile Island (1978) et de Tchernobyl (1986) sèment des doutes sur la sécurité des centrales nucléaires. Le rapport de la Commission Bruntland (1987) popularise la notion de développement durable.

Les X adoptent l'expression « *No future* », tellement leur apparaissent limitées les possibilités de réaliser leurs ambitions. De fait, l'accès au monde du travail est plus difficile pour les X qu'il ne l'était pour les baby-boomers. L'éducation, par exemple, n'ouvre plus aussi facilement les portes de la carrière⁷. Bien davantage que les baby-boomers 15 ans plus tôt, une forte proportion des X sont en chômage ou doivent se contenter d'emplois précaires. Selon les chercheurs Linteau, Durocher, Robert et Ricard, « la jeunesse des années 1980 apparaît donc à plusieurs comme une génération sacrifiée⁸ » et l'on commence à se demander si pour une première fois dans l'histoire moderne, une génération ne devrait pas renoncer à atteindre un niveau de vie supérieur à celui de ses parents.

- 2001

L'économie est portée par la mondialisation et par les nouvelles technologies de l'information et des communications. On évoque l'émergence d'une « nouvelle économie » fondée de plus en plus sur le savoir.

Les gouvernements québécois et fédéral poursuivent leurs efforts pour assainir les finances publiques. Au Québec, cet objectif se traduit notamment par la volonté déclarée de ne pas laisser une dette publique trop élevée aux générations futures, ce qui donne lieu à la création du Fonds des générations en 2006.

La scène internationale est marquée par les attentats du 11 septembre 2001, la lutte au terrorisme et le début des guerres en Afghanistan et en Irak.

Avec la signature, en 1997, du Protocole de Kyoto, la population est de plus en plus sensibilisée aux dérèglements climatiques majeurs que risquent de provoquer les émissions de gaz à effet de serre.

Un épisode de SRAS en 2003, des cas ponctuels d'empoisonnement à la bactérie *E. coli* et la crainte récurrente d'une épidémie de grippe aviaire sont parmi les menaces nouvelles à la santé publique.

⁷ Stéphane KELLY, *À l'ombre du mur – Trajectoires et destin de la génération X*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2011, 296 p.

⁸ Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1986, p. 410.

Les millénariaux arrivent à l'âge adulte après avoir grandi en contact quotidien avec Internet et les autres outils électroniques, ce qui les rend aptes à s'intégrer sans difficulté dans des milieux de travail où les technologies numériques prennent une place grandissante. À près de 19 % de la population québécoise, leur importance relative est légèrement inférieure à celle qu'avait la génération X 15 ans plus tôt (annexe 1 à la page 12). Réputés pour être créatifs, qualifiés et travailleurs, ils sont aussi exigeants et recherchent des conditions de travail conformes à leurs valeurs plutôt que la sécurité d'emploi.

- 2016

L'économie continue de se remettre de la crise financière de 2008 et les employeurs peinent à recruter : on parle même de pénurie de main-d'œuvre. La population est de plus en plus sensible aux inégalités de revenus et de richesse qui se sont accentuées au fil du temps. Un peu partout dans le monde, des gouvernements populistes sont élus, se faisant l'écho des frustrations d'une large partie de la population qui a l'impression d'avoir été laissée pour compte par les dirigeants économiques et politiques.

Les gouvernements relâchent progressivement les mesures de restriction budgétaire. Les valeurs dites « néolibérales » cèdent la place à un engagement plus résolu de l'État à soutenir l'économie et à offrir des services à la population.

Jusqu'à ce que la pandémie de COVID-19 ne vienne tout bouleverser, l'attention de la santé publique portait sur les ravages causés par la consommation illégale d'opioïdes.

Entre 2000 et 2017, la croissance du coût du logement, celui de l'achat d'une résidence, a été le principal facteur d'érosion du pouvoir d'achat des ménages dans les pays développés⁹. Le Canada est l'un des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) où la valeur de remplacement des pensions a le plus décliné au cours de la même période¹⁰.

Ces difficultés affectent cependant surtout les X et les millénariaux alors que la génération Z ne fait qu'arriver à l'âge adulte. Cette dernière est relativement peu nombreuse étant donné que, même étalée sur 25 années de naissances, elle ne représente que 21 % de la population québécoise (annexe 1 à la page 12), soit pas beaucoup plus que les générations de 15 années des X et des millénariaux. Plus encore que les millénariaux, cette génération a baigné depuis son enfance dans l'univers numérique et se sent parfaitement à l'aise avec les réseaux sociaux, les transactions en ligne et les multiples autres applications des technologies de l'information et des communications.

La question de l'environnement mobilise encore plus les populations, la classe politique et les gens d'affaires autour de la détermination d'objectifs et de cibles mesurables ainsi que d'échéances. Les Z sont très préoccupés par les changements climatiques et les autres problèmes environnementaux qui font de plus en plus sentir leurs effets.

- 2020-2030

Au cours des prochaines années, l'économie et l'ensemble de la société seront marqués par les conséquences de la pandémie de COVID-19. Il est impossible pour le moment de déterminer l'ampleur et la nature exacte de ces conséquences, mais on peut penser qu'elles seront profondes et durables. [Le FMI évoque une longue convalescence de l'économie](#). Ainsi, il est possible que les gens, et notamment les jeunes adultes, hésitent à se lancer en affaires après avoir constaté à quel point un grand nombre de secteurs ont été malmenés par la pandémie¹¹.

En outre, les prochaines années risquent d'être marquées par une grande prudence budgétaire de la part des gouvernements d'Ottawa et de Québec étant donné les séquelles de la pandémie sur leur équilibre financier respectif. Dans ce contexte, on pourrait difficilement s'attendre à des allègements fiscaux substantiels et à des programmes gouvernementaux plus généreux. L'incertitude accrue face à l'avenir sera également alimentée par les conséquences des perturbations climatiques de plus en plus fréquentes et destructrices.

Ces facteurs s'ajouteront au vieillissement de la population, qui fera davantage sentir ses effets sur l'économie et sur les finances publiques. Plusieurs analystes redoutent que la demande accrue pour les soins de santé et les services sociaux et le ralentissement de la croissance économique ne mettent à mal l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec. Celui-ci pourrait être confronté à des choix difficiles en ce qui a trait tant au fardeau fiscal des Québécois qu'au maintien de la qualité des services publics à la population¹². Avant même que la pandémie ne vienne déséquilibrer les finances publiques, certaines simulations économétriques laissaient présager un déficit budgétaire de 9,5 G\$ en 2035 pour le gouvernement du Québec¹³.

Il est possible cependant que l'avenir soit moins morose pour les jeunes adultes au cours de la prochaine décennie que ce que laisse entrevoir ce sombre tableau. Leur haut niveau

¹¹ Éric DESROSIERS, « [Analyse : les esprits et l'économie marqués au fer rouge par la pandémie](#) », *Le Devoir*, 4 septembre 2020.

¹² Luc GODBOUT et al., [La soutenabilité budgétaire des finances publiques du gouvernement du Québec](#), Chaire en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, janvier 2014.

¹³ Pierre-Carl MICHAUD, [Les implications pour les finances publiques du Québec](#), présentation au Congrès de mai 2018 de l'Association des économistes québécois.

⁹ McKinsey Global Institute, [The Social Contract in the 21st Century](#), 2020, p. 9.

¹⁰ *Id.* p. 15.

de qualification et la rareté relative de la main-d'œuvre devraient les aider à obtenir des emplois valorisants et bien rémunérés. Relativement peu nombreux, ils auront moins que les générations précédentes à entrer en concurrence avec leurs pairs pour décrocher les emplois convoités.

Tant pour pallier la rareté de la main-d'œuvre que pour s'adapter à la nouvelle économie qui émergera des bouleversements provoqués par la pandémie, les entreprises investiront davantage, notamment dans de nouvelles technologies, de nouveaux procédés et des équipements plus performants de sorte que l'économie québécoise pourrait profiter de gains de productivité qui se traduiront par de meilleures rémunérations.

À l'échelle individuelle, une partie des jeunes hériteront des actifs financiers et matériels que leur laisseront leurs parents et leurs grands-parents.

► L'évolution sociodémographique

Le tableau 1 présente le poids démographique des jeunes de 15 à 24 ans à chacune des années-repère et en 2019. Il en ressort que la proportion que représentent les jeunes de 15 à 24 ans dans la population québécoise a pratiquement baissé de moitié depuis 1971, passant de 19,6 % à 10,9 %. Le glissement s'est fait de façon régulière d'une année-repère à l'autre. Tout aussi éloquente et significative est la hausse importante et régulière de l'âge moyen de la population, qui passe de 29,9 ans en 1971 à 42,4 ans en 2019. Cette tendance se poursuivra dans la prochaine décennie et il est prévu que l'âge moyen atteigne 43,7 ans en 2031 au Québec¹⁴. En d'autres termes, alors que les baby-boomers s'inséraient dans une société jeune, la génération Z arrive à la maturité dans une société dans la force de l'âge.

L'annexe 1 à la page 12 présente des informations plus complètes sur le profil démographique de la population québécoise lors des années-repère.

TABLEAU 1
Les jeunes dans la population du Québec

	1971	1986	2001	2016	2019p
Part des 15-24 ans dans la population (%)	19,6	14,5	13,3	11,5	10,9
Âge médian de la population (an)	25,6	31,8	38,5	42,4	42,5
Âge moyen de la population (an)	29,9	34,4	38,4	41,9	42,4

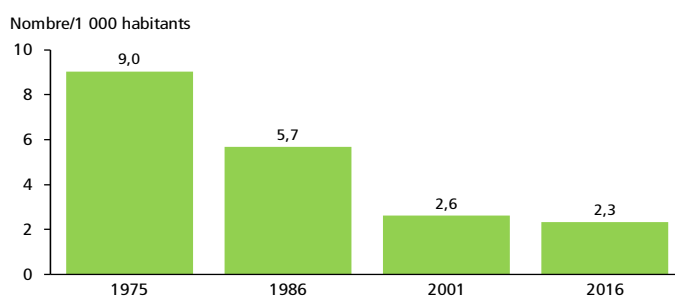
p : données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

¹⁴ Selon le [scénario de référence](#) de l'Institut de la statistique du Québec (2019), p. 72.

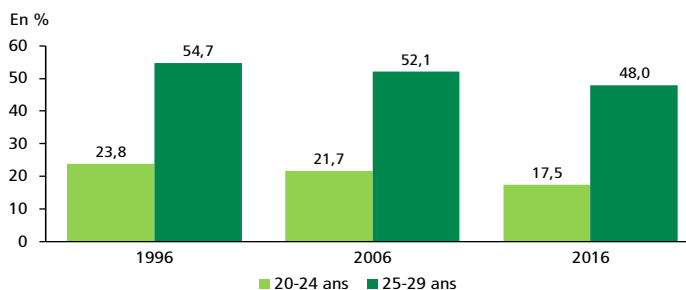
Le vieillissement de la population québécoise est attribuable en partie à l'allongement de l'espérance de vie, mais il s'explique aussi largement par la baisse de l'accroissement naturel de la population (graphique 1). En 2016, à l'heure où les millénariaux étaient à l'âge de fonder une famille, le taux d'accroissement naturel (naissances moins décès) par tranche de 1 000 personnes avait passablement diminué en raison d'une augmentation des décès, conjuguée à une diminution des naissances entre 1975 et 2016. La chute de la fécondité s'explique à son tour par la révolution des mœurs et des pratiques sociales qui a été évoquée plus haut. Ces changements de mode de vie ont fait que les jeunes Québécois vivent de moins en moins en couple (graphique 2) ou sous toute forme de cohabitation (tableau 2 à la page 7) et, le cas échéant, repoussent de plus en plus l'âge d'un premier mariage (graphique 3 à la page 7).

GRAPHIQUE 1
Québec : le taux d'accroissement naturel de la population québécoise est en baisse



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2
Québec : la proportion de jeunes vivant en couple a diminué depuis 1996



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

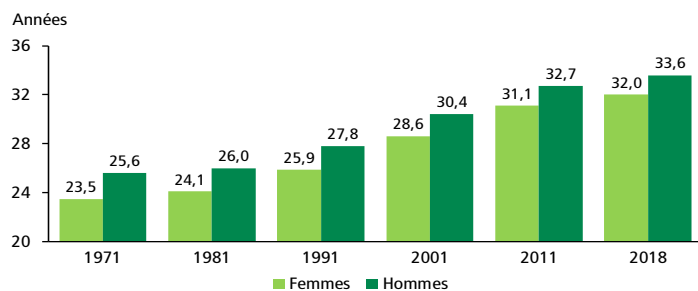
L'immigration a compensé en partie la chute de l'accroissement naturel. Ainsi, la population immigrée représentait 9,0 % de l'ensemble de la population québécoise en 1991. En 2016, cette

TABEAU 2
Proportion des Québécois vivant seuls

EN %	1981	1986	1996	2001	2016
15 ans et plus	8,4	9,8	13,3	14,8	17,2
15-19 ans	1,1	0,9	1,1	1,1	1,2
20-24 ans	6,9	6,3	7,8	8,5	8,9
25-29 ans	9,0	9,2	12,0	13,0	15,5

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3
Québec : l'âge moyen au premier mariage a augmenté de façon importante depuis 1971



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

proportion avait grimpé à 13,7 %¹⁵. Au cours de cette même année, la part de la population immigrante était un peu moindre chez les 15-29 ans, soit 10,4 %¹⁶.

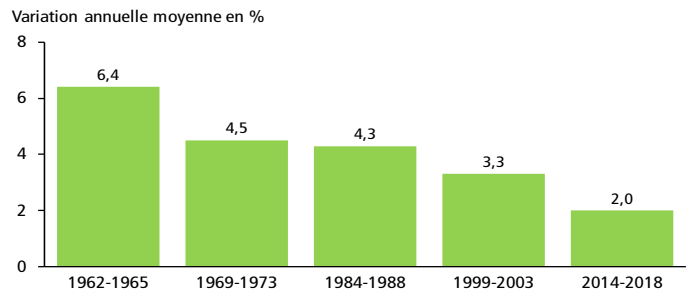
- Les transformations de l'économie
 - La croissance économique

Sous l'angle de la croissance économique, deux tendances sont observables entre 1971 et 2016. D'abord, grâce à l'action des gouvernements et d'institutions comme la Banque du Canada, l'amplitude des cycles économiques (du sommet au creux) et la durée des récessions au Canada ont été nettement moins grandes que dans les époques antérieures et cette heureuse tendance s'est poursuivie tout au long de cette période. Cependant, la croissance annuelle de l'économie canadienne a, elle aussi, suivi un mouvement à la baisse.

Au début des années 1970, les baby-boomers pouvaient raisonnablement s'attendre à ce que se poursuive la forte croissance économique des années d'après-guerre, avec des taux annuels moyens autour 5 %. Mais ce ne fut pas le cas : elle a plutôt été à la baisse jusqu'aux années récentes. Le

graphique 4 montre en effet que la moyenne quinquennale des taux de croissance du PIB réel canadien, qui était de 5,8 % au début des années 1960, avait baissé à 4,9 % au début des années 1970 et n'était plus que de 1,9 % au milieu des années 2010.

GRAPHIQUE 4
La croissance annuelle moyenne du PIB réel au Québec a ralenti au fil du temps



Sources : Statistique Canada, Conference Board du Canada et Desjardins, Études économiques

Ainsi, malgré le fait que les quatre générations en observation n'aient eu à vivre que quatre années de récession, soit 1982 (recul de 4,4 % du PIB réel du Québec), 1991 (-2,5 %), 2009 (-1,1 %) et 2020 (-5,4 %¹⁷), elles ont toutes pu avoir l'impression d'arriver à l'âge adulte à une période où les perspectives de croissance de l'économie étaient moins fortes que durant les années antérieures¹⁸.

- Le chômage

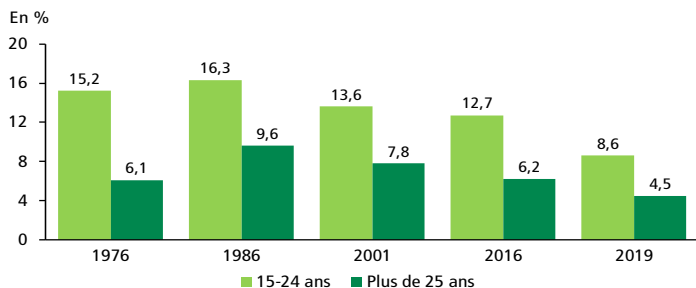
Comme l'illustre le graphique 5 à la page 8, les jeunes de 15 à 24 ans des différentes générations ont toujours été aux prises avec un taux de chômage nettement plus élevé que celui du reste de la population. Ainsi, tant en 2016 qu'en 1976, le taux de chômage du groupe des personnes de 15 à 24 ans était deux fois plus élevé que celui du reste de la population active. Cependant, en valeur absolue, le taux de chômage des jeunes a diminué, vraisemblablement sous l'effet de la rareté croissante de la main-d'œuvre au cours des années 2010. Ainsi, alors que la génération X subissait un taux de chômage de 16,3 % en 1986, la génération Z devait, pour sa part, composer avec un taux beaucoup plus faible, soit 12,7 % en 2016 et 8,6 %, en 2019.

¹⁷ Préviation de Desjardins, Études économiques, 21 janvier 2021.

¹⁵ QUÉBEC (MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION), *Recueil de statistiques sur l'immigration au Québec*, 2019, p. 31.

¹⁶ Données du recensement reproduites dans ISQ (2020), *Regard statistique sur la jeunesse*.

¹⁸ Pour une analyse plus poussée des cycles économiques voir : *Étude spéciale : histoire économique du Québec depuis une soixantaine d'années*, Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, 25 novembre 2014, 13 p. et *Étude comparative de la durée et de l'ampleur des cycles économiques*, Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, 22 septembre 2015, 5 p.

GRAPHIQUE 5
Québec : le taux de chômage des jeunes a diminué de 1976 à 2019, soit avant la pandémie


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

- L'inflation

L'expérience des quatre générations de jeunes diffère nettement en ce qui a trait à l'inflation. Ainsi, au moment où les premiers baby-boomers arrivent à l'âge adulte, le taux d'inflation est en croissance rapide puisqu'il atteint un taux annuel moyen de 4,7 %, alors qu'une décennie plus tôt, il oscillait autour de 1,2 % (tableau 3). La situation se dégradera davantage dans les années 1970 et, en l'espace de dix années, le taux annuel moyen de l'inflation doublera pour se situer autour de 10 %. Il atteindra même un sommet de 12,5 % en 1981. C'est dans ce contexte fortement inflationniste que la génération X arrivera à maturité. Au même moment, les banques centrales du Canada et des autres pays industrialisés adopteront des politiques de gestion de la masse monétaire destinées à briser les attentes inflationnistes chez les travailleurs, les consommateurs et les entreprises. Ces politiques produiront les résultats attendus de sorte que tant les millénariaux que la génération des Z vivront une enfance et une jeunesse où l'inflation sera maîtrisée avec un taux annuel moyen se situant autour de 2 %, soit la cible visée par la Banque du Canada.

TABLEAU 3
Le taux d'inflation moyen au Canada*

	GÉNÉRATION	EN %
1959-1963		1,2
1969-1973	Baby-boomers	4,7
1978-1982	Baby-boomers	10,3
1984-1988	X	4,2
1999-2003	Millénariaux	2,4
2014-2018	Millénariaux Z	1,7
2019	Z	1,9

* Les données pour le Québec n'étaient disponibles qu'à compter de l'année 1979.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

- Les taux d'intérêt

Les taux d'intérêt représentent une autre variable qui a fait que les générations successives ont fait face à des conditions économiques très différentes au moment où elles atteignent l'âge adulte, soit au moment où elles doivent emprunter pour se doter de différents biens durables et, quelques années plus tard, pour procéder à l'achat d'une maison ou d'une copropriété.

Il n'est pas possible de donner une vision exhaustive des taux d'intérêt à différents moments puisque ceux-ci varient selon la durée, la finalité (prêt immobilier ou à la consommation), certaines modalités (fermés ou ouverts) et l'institution prêteuse, entre autres facteurs. Cependant, les taux varient tous en parallèle, à la hausse ou à la baisse, suivant les signaux lancés par la Banque du Canada. L'un de ceux-ci est le taux préférentiel. Ce dernier est à la base de tous les taux hypothécaires variables au Canada. Le tableau 4 donne le niveau du taux préférentiel au 1^{er} janvier de certaines années.

TABLEAU 4
Le taux préférentiel au Canada au 1^{er} janvier

EN %	TAUX
1964	5,75
1971	7,50
1974	9,50
1981	18,25
1986	10,00
2001	7,50
2016	2,70
2020	3,95
2021	2,45

Sources : Banque du Canada, Datastream et Desjardins, Études économiques

Alors que le taux préférentiel n'avait pas dépassé 5,00 % entre la création de la Banque du Canada en 1934 et le milieu des années 1960, il s'est mis à grimper au moment où les baby-boomers terminaient leurs études et entraient sur le marché du travail. Le taux atteignait 7,50 % au début de 1971, mais le pire restait à venir puisqu'il montait à 9,50 % en 1974 et à 18,25 % en 1981 pour dépasser les 20,00 % en août de cette même année. En 1986, les premiers contingents de la génération X pouvaient profiter d'une certaine accalmie alors que le taux préférentiel était redescendu à 10,00 %, mais cela demeurait un taux élevé, et ce, d'autant plus que tant les prêts hypothécaires que les prêts à la consommation étaient affectés.

Par la suite, les politiques monétaires appliquées par les banques centrales ont continué de faire sentir leurs effets, de sorte que les millénariaux et la génération Z ont pu profiter de taux d'intérêt nettement plus accommodants. Ainsi, le

taux préférentiel était descendu à 7,50 % en janvier 2001 et il n'était plus que de 2,70 % au début de 2016, soit avant que la Banque du Canada ne le fasse remonter à 3,95 % au début de 2020. La crise provoquée par la pandémie de COVID-19 a incité la Banque à l'abaisser à 2,45 % dès mars 2020.

- Les salaires

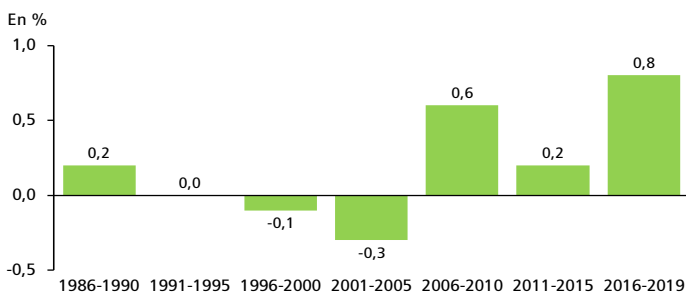
Même si, à première vue, les taux d'intérêt ont été plus favorables pour les millénariaux et les Z que pour les baby-boomers et les X, il faut considérer que les baby-boomers ont pu en contrepartie compter sur des hausses salariales qui permettaient dans une certaine mesure de suivre l'augmentation du coût de la vie et que l'inflation plus élevée pouvait faire diminuer rapidement la valeur réelle des dettes contractées. Ainsi, dans la décennie 1970, le salaire réel moyen dans l'ensemble des secteurs d'activité a progressé d'environ 25 % au Québec, pour ensuite demeurer stable dans la première moitié des années 1980¹⁹.

À compter du milieu des années 1980, jusqu'en 2019, les salaires réels des employés syndiqués ont crû de 0,2 % seulement par année, en moyenne. Les salaires réels ont même décliné pour les périodes 1996-2000 et 2001-2005 avant d'afficher une tendance à la hausse à partir du milieu des années 2000. Le taux de 0,8 % de croissance annuelle moyenne des salaires réels au cours des années plus récentes (2016-2019) dénote à cet égard un contexte beaucoup plus favorable pour les millénariaux et les Z que ce n'était le cas, trois décennies plus tôt, pour les jeunes baby-boomers et X (graphique 6).

En d'autres termes, la situation économique existant à un moment donné ne peut être correctement appréhendée qu'en prenant en compte le jeu simultané de plusieurs indicateurs complémentaires.

GRAPHIQUE 6

Québec : la croissance annuelle moyenne des salaires réels des travailleurs syndiqués s'est nettement améliorée depuis 2016



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

¹⁹ Jacques ROUILLARD et Jean-François ROUILLARD, *L'évolution des salaires réels au Québec de 1940 à 2018 : Analyse historique*, p. 31.

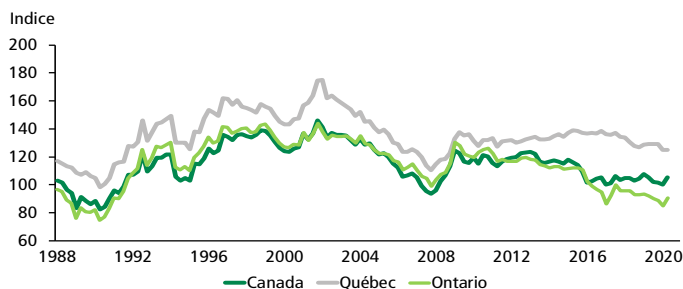
- La propriété résidentielle

La prise en compte simultanée de différents facteurs est justement ce que permet l'indice d'abordabilité mis au point par les Études économiques de Desjardins. Cet indice vise à refléter la possibilité financière pour les ménages d'acquiescer une propriété résidentielle. Il est constitué du rapport entre le revenu personnel disponible moyen des ménages et le revenu estimé nécessaire pour couvrir les différents frais reliés à une propriété domiciliaire moyenne (remboursement de l'hypothèque, taxes, entretien, réparation, chauffage, etc.). Ainsi, plus l'indice est élevé, plus les ménages sont présumés avoir les revenus nécessaires pour devenir propriétaires de leur logis.

Le graphique 7 illustre que l'Indice d'abordabilité Desjardins a affiché d'importantes variations au Québec depuis la fin des années 1980. Ainsi, après un creux en 1990, l'indice a amorcé une poussée ascendante qui a culminé en 2002, pour ensuite chuter rapidement et atteindre un plancher en 2008. Depuis, celui-ci est remonté et a pris une tangente baissière depuis 2018.

GRAPHIQUE 7

L'évolution de l'Indice d'abordabilité Desjardins illustre des changements importants au fil du temps et des générations



Source : Desjardins, Études économiques

Ce parcours en montagnes russes indique que c'est la génération X qui a profité des conditions d'accès à la propriété les plus avantageuses au moment où elle atteignait l'âge où un tel geste devient possible. Ces conditions ont été nettement plus difficiles pour les millénariaux à la fin des années 2000, avant de revenir à un niveau plus normal dans la dernière décennie alors que les premiers représentants de la génération Z arrivent à l'âge où l'achat d'une résidence peut être envisagé.

Même s'il y avait des raisons d'envier la génération X au chapitre de l'accès à la propriété résidentielle, les millénariaux et les Z québécois peuvent se féliciter de profiter d'un indice d'abordabilité plus élevé que leurs homologues du reste du Canada. Leur situation est également plus enviable, apparemment, que celles des jeunes générations dans les

autres pays développés où les prix des maisons ont atteint des sommets vertigineux²⁰.

- La structure de l'emploi

Reflétant l'importance croissante des activités de services dans l'économie, la répartition des emplois entre les secteurs primaire, secondaire (fabrication et construction) et tertiaire a changé sensiblement au cours des cinq dernières décennies. Au moment où les premiers baby-boomers quittaient les bancs de l'école ou de l'université, ils pouvaient penser se diriger vers des activités demandant du travail manuel puisque l'agriculture, les forêts, les mines, l'énergie, la construction et la fabrication manufacturière représentaient autour de 40 % des emplois au Québec. Mais la capacité de ces secteurs d'offrir des emplois a décliné régulièrement par la suite. Déjà, ils représentaient moins du quart des emplois quand les millénariaux sont arrivés sur le marché du travail, au tournant de l'an 2000, et moins du cinquième quand ce fut le tour de la génération Z dans les années 2010 (tableau 5).

Entre l'émergence des baby-boomers dans le monde du travail et celle des Z, ce sont les débouchés offerts par le secteur primaire qui ont le plus périclité, passant de 8,2 % à 3,0 % seulement de l'ensemble des emplois. Bien que les développements technologiques et les gains de productivité expliquent en bonne partie cette transformation du marché du travail, il est possible que la popularité croissante du travail chez les étudiants y soit aussi pour quelque chose étant donné qu'il s'agit pour l'essentiel de travail dans le commerce et la restauration.

TABLEAU 5

Répartition de l'emploi par grands secteurs économiques au Québec

EN %	1966	1976	1986	2001*	2016*
Primaire	8,2	4,9	3,8	3,0	3,0
Secondaire	34,9	29,9	22,6	20,8	16,8
Tertiaire	56,9	65,2	65,6	76,2	80,2

* Pour 2001 et 2016, le secondaire inclut la construction, et le primaire, la distribution d'électricité et de gaz. Cette information n'a pas pu être vérifiée pour 1966, 1976 et 1986.

Sources : Statistique Canada pour 2001 et 2016 et ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (1996) pour les années précédentes et Desjardins, Études économiques

En somme

Certaines données de l'étude datent de 2015, 2016 ou 2018, n'étant pas publiées sur une base annuelle ou régulière. L'arrivée de la pandémie en 2020 pourrait changer la donne pour certains paramètres et amener à nuancer certaines conclusions.

Selon les époques, les jeunes générations sont arrivées et arriveront à l'âge adulte dans des climats économiques, politiques, sociaux et culturels très différents. Ainsi, les jeunes baby-boomers ont été portés par un vent d'optimisme et le sentiment que tout était possible, y compris une révolution de la politique et des mœurs, alors que les X sont entrés dans la vie adulte à un moment où les horizons semblaient obscurcis par le marasme économique et la fin des grands projets collectifs. Pour leur part, les millénariaux ont grandi dans les espoirs suscités par la mondialisation, les nouvelles technologies et leur haut niveau de diplomation. Enfin, la génération Z entre en scène alors que la menace climatique, les inégalités, les tensions identitaires et les séquelles de la pandémie de COVID-19 augurent d'un avenir très incertain.

Au cours des 50 dernières années, le contexte social et démographique a changé de façon notable. La principale transformation a trait au vieillissement de la population. Il en résulte que, d'une génération à l'autre, les jeunes ont représenté une part de moins en moins importante de la population québécoise. Cette évolution démographique s'est déroulée en parallèle avec une évolution des modes de vie qui a fait que les jeunes vivent moins en couple et sont de moins en moins enclins à fonder une famille.

Les quatre générations à l'étude partagent le sort d'être toutes arrivées à l'âge adulte dans une tendance à long terme de baisse continue du taux de croissance de l'économie. De plus, d'une génération à l'autre, les jeunes ont été bien davantage victimes du chômage que les groupes plus âgés, mais, dans le contexte d'une pénurie chronique de main-d'oeuvre, la génération Z profitait, avant la pandémie, d'un taux de chômage nettement inférieur à celui des générations antérieures, avant la pandémie, lorsqu'elles avaient le même âge. Sous l'angle de l'inflation et du coût des emprunts, ce sont les baby-boomers qui ont été les plus désavantagés puisque ces deux variables atteignaient des records au moment où ils arrivaient à l'âge de s'établir. Cependant, la hausse rapide des salaires dans les années 1970 a pu atténuer sensiblement les effets de la hausse des prix et des taux d'intérêt.

En fait, des phénomènes compensatoires sont souvent à l'œuvre pour atténuer les effets des facteurs défavorables. Pour cette raison, il est impossible de juger de la situation économique à un moment donné en fonction d'une seule variable. En plus de l'exemple de l'effet croisé des salaires et de l'inflation, celui de la génération X est éloquent. Alors qu'ils étaient aux prises avec un marché du travail peu accueillant dans les années 1980, les X

²⁰ Selon les analyses de MGI (2020) fondées sur les données de l'OCDE et selon un dossier spécial du magazine *The Economist*.

ont pu profiter de conditions d'accès à la propriété très favorables dans la décennie subséquente.

La deuxième partie de ce [Point de vue économique](#) permettra d'aborder la question des revenus, des dettes et des actifs, divers aspects du marché du travail comme les taux d'activité et d'emploi, le travail autonome, l'éducation, la santé et quelques aspects du mode de vie comme l'habitation et les modes de transport.

ANNEXE 1
Les données démographiques

	1971		1986		2001		2016		2019	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En nombre	En %	En nombre	En %	En nombre	En %
Total	6 137 305		6 708 170		7 396 456		8 225 950		8 501 703	
0-4	485 861	7,9	436 854	6,5	381 919	5,2	442 489	5,4	435 169	5,1
5-9	637 478	10,4	476 594	7,1	460 772	6,2	446 931	5,4	465 310	5,5
10-14	676 275	11,0	444 739	6,6	463 039	6,3	402 574	4,9	443 067	5,2
15-19	635 037	10,3	485 642	7,2	467 515	6,3	429 466	5,2	425 445	5,0
20-24	573 174	9,3	626 272	9,3	515 656	7,0	517 216	6,3	503 005	5,9
25-29	494 415	8,1	655 490	9,8	473 546	6,4	518 570	6,3	564 245	6,6
30-34	389 580	6,3	602 419	9,0	503 069	6,8	534 815	6,5	538 832	6,3
35-39	367 837	6,0	545 824	8,1	623 352	8,4	568 116	6,9	581 933	6,8
40-44	364 186	5,9	463 638	6,9	653 318	8,8	521 293	6,3	567 671	6,7
45-49	342 953	5,6	358 552	5,3	590 217	8,0	532 643	6,5	522 612	6,1
50-54	286 573	4,7	333 792	5,0	530 422	7,2	629 208	7,6	565 464	6,7
55-59	255 439	4,2	327 684	4,9	436 368	5,9	642 195	7,8	642 398	7,6
60-64	210 049	3,4	292 913	4,4	333 012	4,5	563 494	6,9	610 411	7,2
65-69	162 565	2,6	230 439	3,4	291 925	3,9	482 961	5,9	513 607	6,0
70-74	114 205	1,9	181 311	2,7	257 444	3,5	369 265	4,5	426 398	5,0
75-79	74 544	1,2	125 212	1,9	198 583	2,7	252 546	3,1	296 739	3,5
80-84	42 218	0,7	72 971	1,1	121 813	1,6	183 822	2,2	192 491	2,3
85-89	18 423	0,3	33 379	0,5	64 486	0,9	119 161	1,4	127 607	1,5
90-94	6 493	0,1	14 445	0,2	23 752	0,3	53 711	0,7	59 624	0,7
95-99	nd		nd		5 475	0,1	13 466	0,2	17 063	0,2
100+	nd		nd		773	0,0	2 008	0,0	2 612	0,0
		100,0		100,0		100,0		100,0		100,0
Âge médian	25,6		31,8		38,5		42,4		42,5	
Âge moyen	29,9		34,4		38,4		41,9		42,4	

nd : données non disponibles

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Annexe 2

Bibliographie et sources des tableaux

- Éric DESROSIERS, « [Analyse : les esprits et l'économie marqués au fer rouge par la pandémie](#) », *Le Devoir*, 4 septembre 2020.
- David K. FOOT, *Entre le Boom et l'Écho*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1996, 312 p.
- Pierre FORTIN, *La Révolution tranquille et l'économie : où étions-nous, qu'avons-nous accompli, que nous reste-t-il à faire?*, conférence présentée dans la série « La Révolution tranquille, 50 ans d'héritages » à la Grande Bibliothèque, Montréal, 11 mai 2010, 34 p.
- Luc GODBOUT *et al.*, *La soutenabilité budgétaire des finances publiques du gouvernement du Québec*, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, 22 janvier 2014, 71 p.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC, *Sommet du Québec et de la jeunesse*, Centre des congrès de Québec, 22, 23 et 24 février 2000, 51 p.
- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*, vol. I, juillet 1997, 257 p.
- BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*, vol. II, juillet 1998, 261 p.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *L'espérance de vie des générations québécoises : observations et projections*, juin 2016, 43 p.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066* - édition 2019, juillet 2019, 86 p.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Regard statistique sur la jeunesse - État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans 1996 à 2018*, édition 2019, mise à jour, février 2020, 298 p.
- Stéphane KELLY, *À l'ombre du mur – Trajectoires et destin de la génération X*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2011, 296 p.
- Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1986, 740 p.
- Karel MAYRAND, « [Lettre à ma génération](#) », *La Presse+*, 15 avril 2018.
- McKinsey Global Institute, *The Social Contract in the 21st Century*, février 2020, 159 p.
- Pierre-Carl MICHAUD, *Les implications pour les finances publiques du Québec*, présentation au Congrès de mai 2018 de l'Association des économistes québécois, 29 mai 2019, 12 p.
- QUÉBEC (MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION), *Recueil de statistiques sur l'immigration au Québec*, juin 2019, 81 p.
- (QUÉBEC) MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION), *La tertiarisation de l'économie du Québec*, novembre 1996, 21 p.